AMIT BAKHIRTA, FONDATEUR ET CEO D'ANNEAU :

« Les efforts de soutien à la consommation peuvent être dilués si la roupie n'est pas protégée »

Dans la conjoncture actuelle, il était indispensable de venir avec des mesures sociales fortes pour soulager la population, souligne le CEO d'Anneau, Amit Bakhirta. Toutefois, le mal est loin d'être guéri. Il s'agira désormais pour le gouvernement de défendre la roupie.

Des mesures socio-économiques étaient indispensables pour atténuer l'appauvrissement de notre peuple.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTINA VILBRIN-LE BON
c.vilbrin@defimedia.info

Un Budget socialiste, gauchiste ou populiste ? Ou bien faut-il voir dans ce Budget un vrai programme socio-économique et une vision par rapport au développement humain et économique ?

Ce Budget gauchiste revêt, selon nous, un certain caractère socio-économique stratégique par rapport au cycle électoral actuel de notre pays.

« La beauté est dans l'œil de l'observateur » et souvent, « le plus petit acte vaut mieux que la plus grande intention », comme dirait le naturaliste américain John Burroughs.

Par conséquent, clairement avec l'appauvrissement que notre nation a connu du fait de la dépréciation/ dévaluation soutenue de notre monnaie et d'une inflation incontrôlée (y compris une politique budgétaire insoutenable et hautement inflationniste basée sur les prix intérieurs de l'énergie) au cours des deux dernières années postpandémie de Covid-19, un Budget socialiste était, à notre humble avis, indispensable. Ce, afin d'atténuer la douleur et la paupérisation de notre peuple.

Les diverses mesures proposées, y compris la réforme de la politique fiscale, bien que de nature humaniste et susceptibles de contribuer à réduire la disparité des revenus à Maurice (sa 'raison d'être' dans une société de libre marché capitaliste), déplacent également le fardeau fiscal des investisseurs vers la classe ouvrière, en particulier les hauts revenus.

Malheureusement, « la rose n'existe pas sans ses épines… »

Pour le ministre des Finances, il n'y a pas de justice économique sans justice sociale. A-t-il raison de s'engager dans la voie de l'économie sociale et solidaire ?

Qu'il soit raisonnable ou non, encore une fois, n'est pas essentiel. Nous réaffirmons que des mesures socio-économiques étaient indispensables pour atténuer l'appauvrissement de notre peuple, qui s'est produit au rythme le plus élevé de l'histoire socio-économique récente de notre pays.

À ce carrefour et dans le contexte économique donné, nous avions plus besoin de réformes macro-économiques structurelles audacieuses qui traitent de notre compétitivité et de notre productivité (et donc d'une coordination budgétaire et monétaire qui fait d'abord et avant tout pivoter la performance catastrophique de la roupie et conduit finalement à une mise à niveau vers Baa1 de la cote de crédit souverain de notre pays).

Nos investissements directs étrangers (lorsqu'ils sont évalués en dollars américains s'il vous plaît - nous devrions idéalement comparer des oranges avec des oranges) et les accords de prévention de la double imposition ('DTAA') (en particulier avec les principales économies africaines - et l'Afrique est censée être notre principal objectif du secteur financier international après la normalisation bilatérale de notre traité fiscal avec l'Inde) sont au plus bas depuis plusieurs années et c'est terriblement inquiétant.

La nécessité de hiérarchiser les changements socio-macroéconomiques structurels majeurs peut nous être utile.

L'un des axes clés du Budget est la réforme fiscale. Êtes-vous de ceux qui pensent qu'après la réforme de Lutchmeenaraidoo dans les années 80 et celle de Sithanen en 2006 qu'il fallait moderniser notre régime fiscal en vue de projeter de Maurice l'image d'une juridiction à faible revenu ?

Je pense que nous avions en effet besoin de réformes fiscales ; pas nécessairement au niveau de l'impôt direct sur le revenu, mais plutôt au niveau de l'imposition des sociétés et des centres financiers internationaux (offshore). Ce qui aurait vraisemblablement un effet transformationnel sur nos recettes fiscales tout en entraînant une hausse des taux de change (rentrée de devises), renforçant ainsi nos réserves à court et moyen terme.

Pourquoi une telle réforme ne concerne-t-elle que les particuliers et non les entreprises à Maurice ?

Des taux d'imposition marginaux progressifs, nous le réitérons ; soutiennent la « solidarité sociale » et assurent la redistribution de la richesse aux plus démunis. C'est possible ; cependant, nous le plaidons, de faire preuve de solidarité dans la fiscalité sans des taux progressifs !

N'oublions pas que l'ancien système d'imposition forfaitaire avec ses abattements et crédits d'impôt garantissait toujours que les personnes à revenu élevé continueraient à payer davantage d'impôts en termes absolus et cela ne change donc pas.

La redistribution de la richesse peut également se faire par le biais des dépenses budgétaires – comme nous l'avons vu lors de ces récents exercices budgétaires.

D'aucuns disent que l'impôt progressif va compliquer le processus d'administration et que cela pourrait donner lieu à des abus. Êtes-vous de cet avis ?

Des abus peuvent avoir lieu, malheureusement dans tout système où les lignes de défense et les normes de gouvernance sont faibles.

Le nouveau régime fiscal des revenus des personnes physiques est nettement plus complexe d'un point de vue administratif et informatique, car le mécanisme repose sur un système de taux d'imposition marginal.

Cependant, je reste persuadé que les systèmes d'information de gestion appropriés sont en place pour assurer une transition transparente et efficace vers le nouveau régime ; à la fois pour l'autorité fiscale, mais surtout, pour les utilisateurs quotidiens ; qui exigeront un système simple (et non plus complexe) pour déclarer leurs impôts.

Pour certains observateurs, ce sont les riches et les ultra-riches qui sont les plus grands gagnants de cette réforme qui fait provision pour l'abolition du Solidarity Levy de 10 % pour ceux touchant plus de Rs 3 millions. Qu'en est-il ?

Du point de vue de l'effet multiplicateur politique et monétaire, je m'abstiendrais, en effet, de contredire cette déclaration de ces observateurs susmentionnés.

On sait que Maurice a perdu sa compétitivité face à des juridictions comme Dubaï où la taxe est plus basse. Comment cette réforme va-t-elle améliorer l'attrait de Maurice comme un pays où il est bon d'investir ?

Avec tout le respect observé ; en aucun cas directement car nous réitérons que Maurice a désespérément besoin de changements économiques socio-politiques structurels pour accroître l'attractivité de notre pays en tant que destination d'investissement et/ou de passerelle.

Dans le contexte économique donné, nous avions plus besoin de réformes macro-économiques structurelles audacieuses qui traitent de notre compétitivité et de notre productivité.

Si ce Budget vient rétablir le pouvoir d'achat, il pourrait, à terme, alimenter l'inflation. Cette crainte est-elle légitime ?

Nos investissements directs sont au plus bas depuis plusieurs années et c'est terriblement inquiétant.

Par souci de précision, ce Budget est loin de renverser l'appauvrissement causé par le double impact d'une inflation cumulée incontrôlée et de la dépréciation/ dévaluation de notre monnaie - d'un point de vue purement mathématiquement empirique.

À moins qu'elles ne s'accompagnent d'une appréciation substantielle de la roupie et d'un renversement vers des prix de carburants plus compétitifs et axés sur le marché libre au niveau national, nous ne voyons pas d'impulsion supplémentaire à la consommation à ce stade et, par conséquent, les mesures budgétaires elles-mêmes ne seront probablement pas favorables à des pressions inflationnistes soutenues.

À l'heure actuelle, il s'agit d'inflation importée et de l'état pitoyable de la monnaie de notre pays. Certaines des mesures proposées sont susceptibles d'atténuer la douleur dans une certaine mesure, mais ne guérissent malheureusement pas la maladie.

Des observateurs économiques craignent qu'on bascule dans la surconsommation. Un rapide coup d'œil aux estimations budgétaires laissent à penser qu'on se dirige vers ce scénario. Ainsi, la TVA devrait rapporter Rs 12,1 milliards additionnelles dans les caisses de l'État pour s'élever à Rs 61,47 milliards pour l'année financière 2023-24. Vos commentaires ?

Une surconsommation intérieure nominale et incrémentale (libellée dans une devise forte) dans l'environnement macroéconomique actuel et compte tenu des problèmes macroéconomiques susmentionnés, est raisonnablement peu probable.

Nous ne devrions pas évaluer la véritable consommation en termes de simple roupie dévaluée.

Si je dévalue ma devise de 50 %, il est évident que tout nombre de roupies associé augmentera (y compris mon PIB en roupies) ; qui ne se traduit malheureusement pas par de véritables hausses supplémentaires de la consommation incrémentale et réelle intérieure.

Ce système d'imposition progressif réduit la charge fiscale des personnes les moins en mesure de payer (malgré le fait que les abattements fiscaux et les crédits d'impôt précédents comblaient déjà les inconvénients du système de taux d'imposition précédemment uniforme). Cela laisse plus d'argent dans les poches des bas salaires. Parallèlement à la proposition de suppression des taxes indirectes à la consommation (TVA) sur un certain nombre de produits de première nécessité, les consommateurs à faible revenu sont susceptibles de dépenser davantage pour les biens essentiels (ce qui soutient donc la consommation intérieure) et, dans une certaine mesure, cela stimulera l'économie dans le processus. Car il est vrai que les mesures proposées devraient théoriquement laisser plus d'argent (qui est de toute façon de l'argent dévalué) dans les poches des bas salaires.

Cependant, en réalité, la microéconomie est très différente, car la valeur de la roupie doit être protégée (si nous ne pouvons pas l'apprécier, au mieux).

Évidemment, nonobstant le fait que tous ces efforts fiscaux de soutien à la consommation peuvent être dilués si nous ne parvenons pas à protéger la valeur de la monnaie de notre pays.

Certains observateurs sont préoccupés par le fait qu'il n'y a pas de lien entre l'effort (la productivité) et la récompense (la rémunération). Vos commentaires ?

Je ne suis respectueusement pas d'accord avec cette affirmation, car elle est empiriquement fausse ! Dans notre (nos) système(s) socio-économique(s), il y a toujours un prix (et donc une récompense) plus élevé à payer pour la compétitivité, des performances plus élevées (par rapport à la concurrence) et des résultats empiriquement meilleurs.

Du point de vue de la politique fiscale personnelle, cependant, il faut comprendre qu'un taux d'imposition progressif, malheureusement, entraîne généralement une rémunération inégale pour un travail égal (à mesure que le nombre d'heures augmente).

En d'autres termes, un système d'imposition progressif entraîne une baisse du revenu net par heure travaillée pour quelqu'un qui décide de travailler plus.

Avec des heures supplémentaires rémunérées à un salaire net inférieur, les travailleurs sont moins incités à fournir un effort productif plus important ou à créer de la richesse supplémentaire.

Ce type de système dissuade généralement les individus, y compris les moins nantis, d'évoluer vers des niveaux de revenu plus élevés, car il impose un fardeau fiscal qui s'alourdit à mesure qu'une personne travaille plus et gravit les échelons professionnels.

Quel constat faites-vous sur le niveau de productivité à Maurice et que faire pour renverser la tendance ?

Une minuscule économie de 11 milliards de dollars américains ne peut pas connaître une croissance durable à une moyenne inférieure à 4 % (moins qu'une économie géante de 18 000 milliards de dollars comme la Chine !).

Quelque chose ne va pas fondamentalement (structurellement).

Et il est clair que la gestion catastrophique de la monnaie nationale de notre pays a entraîné une baisse de la productivité réelle et une délimitation du véritable écart de production de notre pays ; d'où un manque de compétitivité.

Inverser cette tendance nécessite des conseils stratégiques « d'experts », ce qui est susceptible d'être coûteux et ne peut donc malheureusement pas être étalé dans cette publication ; aussi altruiste et patriote soit-on.

Parlons de l'emploi. L'État semble lâcher du lest pour ce qui est de l'importation de la main-d'œuvre étrangère. D'ailleurs, le quota travailleur mauricien versus travailleur étranger sera aboli dans divers secteurs. Comment accueillez-vous cette initiative ?

Positivement. J'espère aussi sincèrement que nous rendrons le marché du travail national plus attractif pour nos générations futures. L'exode intellectuel, à un moment donné, peut être un talon d'Achille, surtout pour un tout petit pays émergent.

Le recours en masse à la main-d'œuvre étrangère ne risque-t-il pas de pénaliser les Mauriciens quand on sait que ce pays compte 43 200 chômeurs et que déjà nombre de compatriotes vont voir si l'herbe n'est pas plus verte ailleurs ?

Non, je ne le crois pas personnellement car Maurice a toujours été et demeurera certainement toujours, un pays de main-d'œuvre « étrangère » importée.

Cependant, l'ampleur et le type de celle-ci évolue au fil du temps dans différents cycles socio-économiques.

L'allocation de Rs 20 000 aux jeunes fait débat actuellement. Que pensez-vous de cette mesure ?

Stratégiquement « humaniste » et gauchiste ; surtout pour les premiers électeurs.

La mauvaise gestion de la roupie a entraîné une baisse de la productivité réelle.

J'espère sincèrement que nous rendrons le marché du travail national plus attractif pour nos générations futures.